

**DISCOURS D'OUVERTURE DE LA RENCONTRE
GOUVERNEMENT HAITIEN-BAILLEURS DE FONDS
POUR LA PRÉPARATION D'UN CADRE DE COOPÉRATION
INTÉRIMAIRE TENUE A PORT-AU-PRINCE
LE JEUDI 22 AVRIL 2004**

Monsieur le Conseiller Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies,
Monsieur le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies,
Mesdames, Messieurs les Représentants des Agences Spécialisées du
Système des Nations Unies,

Messieurs les Représentants de l'Organisation des États Américains,

Messieurs les Représentants de l'Union Européenne,

Madame, Monsieur les Représentants de la Caricom,

Mesdames, Messieurs les Représentants des Agences Internationales de
financement

Mesdames, Messieurs les Représentants des pays Amis d'Haïti,

Mesdames, Messieurs les membres du Gouvernement,

Mesdames, Messieurs les Représentants du Secteur Privé,

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Au nom du Président provisoire Me Boniface Alexandre et au nom du
Gouvernement de transition que j'ai l'honneur de diriger, je vous souhaite

Draft

une cordiale et chaleureuse bienvenue sur la terre d'Haïti. Je tiens à remercier chacun de vous et les institutions que vous représentez pour avoir répondu en si grand nombre à notre invitation. Je vous ai appelé amis parce que votre présence ici constitue une marque indiscutable de l'amitié que vous portez au Peuple Haïtien. Je crois que je peux dire sans crainte de me tromper que dans cette salle il n'y a que de vrais amis d'Haïti qui sont ici pour lui manifester leur solidarité à un moment décisif de son histoire.

Je veux adresser ici des remerciements en particulier à toute l'équipe qui a travaillé sans relâche depuis plusieurs semaines et souvent dans des conditions difficiles pour rendre possible cette rencontre, je veux parler de Monsieur Auguste Kouamé de la Banque Mondiale, de Monsieur Pablo LUIS du PNUD et de tous ceux dont je ne mentionne pas les noms mais à qui j'exprime toute ma gratitude.

Je n'ai pas l'intention de repasser devant vous ce matin le film des événements qui ont marqué l'histoire récente d'Haïti. Mais il est nécessaire de souligner quelques faits d'importance qui, je crois, permettent d'espérer un avenir meilleur pour Haïti. Je veux souligner à votre attention la

Draft

démarche novatrice et inédite qui a permis au gouvernement que je dirige de voir le jour. C'est la première fois qu'en Haïti que la constitution d'un gouvernement a donné lieu à des consultations aussi démocratiques et aussi poussées. Ce gouvernement de transition est l'aboutissement de la lutte courageuse et opiniâtre de citoyens de toutes les origines et de toutes les conditions sociales qui, souvent au péril de leur vie, bravant la répression et les violations constantes de leurs droits fondamentaux, ont manifesté leur volonté de tourner définitivement le dos à la dictature et ont choisi de travailler ensemble à la construction d'une nouvelle Haïti. C'est au nom de la jeunesse de ce pays, des femmes, des syndicalistes, des paysans, des entrepreneurs, des secteurs organisés de la société civile, des partis politiques que je m'adresse à vous ce matin.

Le gouvernement a choisi de montrer qu'il est possible de gouverner autrement en incluant toutes les composantes de la société. Il ne s'agit pas là d'un vain mot ou d'un effet de style, nous ne voulons laisser personne de coté. Nous avons l'ambition de réconcilier la Nation avec elle-même et les Haïtiens entre eux y compris les partisans du parti Lavalas et ce en dépit des torts que leur gestion et leur comportement ont causés au

Draft

pays. Un premier pas a été franchi avec la participation des représentants de ces derniers au Conseil Tripartite et au Conseil des Sages. Le gouvernement a la volonté et la détermination manifestes de favoriser leur intégration au Conseil Électoral Provisoire actuellement en cours de formation. Par ailleurs, la décision a été prise de créer une Commission Vérité, Justice et Réconciliation qui devrait permettre de tourner la page, d'oublier les blessures du passé et de nous tourner résolument vers l'avenir en regardant tous dans la même direction.

Mesdames, Messieurs, le peuple haïtien tout entier a les yeux fixés sur nous, fixés sur vous et place des espoirs immenses dans le processus que nous démarrons ensemble aujourd'hui. Ils savent que le gouvernement va rencontrer les bailleurs de fonds internationaux, parce que j'ai consulté les représentants de tous les secteurs de la vie nationale et que je compte les associer aux groupes de travail qui seront constitués. La démarche est inédite et inhabituelle en Haïti. C'est la nouvelle manière de gouverner autrement que j'aimerais inscrire dans les pratiques politiques haïtiennes en matière de gouvernance. Les gouvernements ne doivent plus fonctionner en vase clos ni se considérer comme les détenteurs d'un

Draft

pouvoir qui leur permet de décider seul sur toutes les questions qui engagent l'avenir de la Nation.

Le Peuple Haïtien a entendu et a pris acte des déclarations encourageantes des représentants de la Communauté Internationale qui cette fois-ci ont reconnu publiquement les erreurs commises dans le passé en Haïti et se sont engagés à accompagner notre pays sur la durée. L'engagement pluriannuel est indispensable pour rendre pérennes et durables les résultats de l'effort financier que vous allez consentir et la solidarité agissante que vos institutions vont manifester envers Haïti.

BILAN DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Comme vous le savez tous, j'ai travaillé toute ma vie dans la coopération internationale. J'ai eu amplement le temps d'en connaître de l'intérieur les bienfaits mais aussi d'en mesurer les travers. Il y a quelques années, dans le cadre du bilan commun par pays, le PNUD et le Gouvernement haïtien m'ont demandé d'évaluer l'impact de la coopération internationale en Haïti. Le constat contenu dans mon rapport, que certains ont eu l'occasion de lire,

Draft

n'est pas très réjouissant. Loin de moi la pensée de fustiger ou d'accabler un système dont j'ai fait partie et de lui faire porter seul la responsabilité de tous les échecs du passé. Mais les erreurs passées doivent nous servir de leçons et nous permettre de mieux préparer l'avenir.

Je prends acte avec satisfaction que les institutions de la coopération internationale ont fait leur autocritique et veulent changer leurs pratiques et leur manière d'aider.

Trop souvent les experts ont cherché à imposer aux gouvernements des pays pauvres des projets dans lesquels ils se sont spécialisés, sans tenir compte des besoins et des priorités de leur pays. Toute la responsabilité ne peut pas leur être imputée, car les dirigeants des pays bénéficiaires ont toujours été trop prompts à accepter n'importe quoi du moment qu'ils y voyaient les avantages personnels qu'ils pouvaient en tirer.

Trop souvent les institutions pourvoyeuses d'aide et de crédit, ont fermé pudiquement, diplomatiquement ou complaisamment les yeux sur les détournements de l'aide internationale et les enrichissements personnels

Draft

des dirigeants qui en découlaient. La corruption est un fléau qui constitue un frein au développement durable. A cause d'elle les nations et leur peuple se retrouvent avec une dette externe considérable et peu de réalisation concrète à montrer aux générations qui auront à en supporter le remboursement.

Trop souvent la coopération internationale a consisté en un saupoudrage incohérent, sans vision d'ensemble.....

Trop souvent les experts semblent plus préoccupés par leurs propres agendas et leurs procédures internes que par les besoins réels et les urgences auxquels les pays bénéficiaires doivent faire face.

Tout ceci doit changer.

POUR UN PARTENARIAT D'UN NOUVEAU GENRE

Ce que mon gouvernement veut proposer aujourd'hui, c'est un partenariat d'un nouveau genre. Je crois cela possible parce que j'ai senti, dans les conversations que j'ai eues avec les uns et les autres, une volonté de

Draft

changer de méthode et d'approche, qui rencontre mes préoccupations et la vision que mon gouvernement a d'une coopération internationale efficace.

L'exercice que nous entamons aujourd'hui ne vise pas à trouver des ressources financières uniquement pour mener à bien cette transition. Sa rationalité impose qu'il s'inscrive dans une perspective à court et à moyen terme.

PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT HAITIEN POUR LES DIX PROCHAINES ANNÉES. (Objectifs du millénaire 2015)

Je n'ai pas l'intention de vous présenter aujourd'hui un catalogue de projets ou de programmes à financer. Je vais plutôt vous exposer les grandes de l'action gouvernementale et les priorités que nous fixons pour les prochaines années, dont les groupes de travail qui vont être constitués aujourd'hui pourront s'inspirer pour préparer les documents qui devront être présenter à la réunion du mois de juin.

1. La sécurité et le retour à un fonctionnement normal des institutions démocratiques.

- La **sécurité est une préoccupation constante** pour tous les Haïtiens. Les pratiques déplorables du gouvernement ont contribué à miner l'autorité de l'État, à désorganiser les forces de police qu'il a politisées et dévoyées. Les distributions massives d'armes à des bandes armées, et à des gamins, la libération de criminels notoires ont des conséquences directes sur la recrudescence d'actes de banditisme constatée ces jours derniers à travers le pays. Cette situation menace la stabilité du pays et le succès de la transition

La Communauté Internationale a déjà largement contribué à la stabilité du pays par l'envoi de la Force Intérimaire Multinationale. Je saisis cette occasion pour renouveler les **remerciements** et la gratitude du Peuple haïtien aux pays amis qui y participent, **la Canada, le Chili, les Etats-Unis d'Amérique et la France**. Je remercie à l'avance tous les autres pays frères qui projettent de contribuer à la **Force des**

Nations Unies qui doivent les remplacer dans les prochaines semaines.

En matière de sécurité des progrès notables ont été réalisés, mais beaucoup reste à faire pour créer les conditions propices à la relance de l'économie nationale et au bon déroulement du processus électoral. Nous aurons besoins de beaucoup de ressources pour **professionnaliser la police** et pour **la renforcer par un recrutement conséquent et l'intégration en son sein des militaires démobilisés** répondant aux critères de sélection établis. Le **désarmement** que nous devons opérer sans tarder dans les meilleurs délais va aussi mobiliser des ressources dont le gouvernement ne dispose pas pour le moment.

Je ne peux pas clore le chapitre sur la sécurité sans parler de notre **système judiciaire** qui est complètement sinistré. Je sais que la question revient sans cesse sur le tapis et que ce secteur a bénéficié dans le passé d'appui important, mais les

faits sont là, nous avons du mal à satisfaire la demande de justice des citoyens et à lutter efficacement contre l'impunité tout en respectant les normes élémentaires d'une saine distribution de la justice. Il n'est pas normal qu'au 21^{ème} siècle certains tribunaux de province soient si mal logés, que la formation de nos magistrats laisse tant à désirer. Mon gouvernement veut faire de la réforme judiciaire, une réalité.

- Mon gouvernement a pris l'engagement de créer les conditions pour la tenue d'élection libres, honnêtes et démocratiques dans le courant de l'année 2005 avec la participation de tous sans exclusion. C'est la raison pour laquelle j'ai tenu à faire tout ce qui était en mon pouvoir pour garantir au parti Fanmi Lavalas la possibilité de contribuer à la formation du Conseil Électoral Provisoire. En dépit des pressions compréhensibles des uns et des autres, avec le plein accord du Président provisoire Boniface Alexandre, de repousser jusqu'à la fin de ce mois la date de mise en application du mécanisme de remplacement du représentant de Lavalas prévu dans le Projet d'Accord Initial

négocié sous les auspices de l'OÉA et entériné dans la Résolution 822 du Conseil Permanent.

Nous espérons que les dirigeants sauront saisir cette opportunité et démontreront leur volonté de rester dans le jeu démocratique en désignant leur représentant au sein du CEP. Nous allons proposer au Conseil Électoral qui est l'autorité de décision en la matière, de procéder par étapes et de mener ces élections en trois étapes, les élections locales à la fin du printemps 2005, les législatives pendant l'été et les présidentielles à la fin de l'automne. Tout cela va coûter cher et nous aurons besoin du soutien financier et technique de la communauté internationale.

2. La construction des infrastructures indispensables au développement durable.

- La fourniture d'**électricité** à toutes les régions du pays constitue un passage obligé pour parvenir à un développement

durable. Mon gouvernement doit faire face dans l'immédiat à une pénurie chronique d'électricité qui paralyse toutes les activités économiques, obligent les entreprises et les ménages qui le peuvent à investir des sommes considérables dans la production individuelle d'énergie. On estime les dépenses occasionnées par cette situation à plus de deux cent millions de dollars américains entre 1985 et 1995. Il faut aussi souligner l'impact sur la sécurité.

Les services du gouvernement travaillent actuellement sur la définition de notre **politique énergétique**. Je leur ai demandé donner la **priorité aux énergies renouvelables**, solaire, hydroélectrique et éolienne, car le pétrole coûte de plus en plus cher et va devenir de plus en plus rare dans les années qui viennent, sans oublier que son importation affecte considérablement notre balance commerciale. Nous avons besoin d'une aide d'urgence pour parer au plus pressé. Nous souhaitons qu'avant la fin de la période de transition, la production d'électricité passe à 500 mégawatts.

Les voies de communication, les routes, les ports et les aéroports constituent aussi des priorités. En **construisant quelques centaines de kilomètres de route** nous pouvons désenclaver des régions entières et les mettre en valeur, car beaucoup de zones actuellement isolées du reste du pays ont un potentiel énorme en matière de production agricole et de développement touristique. Pour attirer les investissements dans le tourisme nous devons consentir à des **efforts pour améliorer, développer nos infrastructures portuaires et aéroportuaires** tant de la capitale que des villes de province et les mettre aux normes internationales. Avant le mois de juillet, nous devons tout mettre en œuvre pour que nos ports soient en conformité avec les nouvelles normes de sécurité et ISPS.

- Haïti ne peut pas se développer en marge du reste du monde et des progrès enregistrés dans le secteur des télécommunications. Nous sommes obligés de nous mettre adapter et de rendre les Nouvelles Technologies de

l'Information et de la Communication (NTIC) accessibles au plus grand nombre. Cela suppose des investissements considérables qui pourront venir du secteur public mais aussi et même en particulier du secteur privé.

- Je n'ai pas besoin de convaincre qui que ce soit ici sur l'impérieuse nécessité d'adresser en urgence le problème **de l'accès de tous à l'eau potable** ni sur l'obligation ni sur celle de traiter de manière adéquate la question de **l'assainissement**. Leur **impact sur la santé** des populations n'est pas à démontrer et nos besoins dans ce domaine sont considérables.

3. Investissements dans les des ressources humaines

- On ne peut plus penser le développement sans parler d'éducation. Il est révolu le temps où l'on pouvait miser sur une main d'œuvre non qualifiée à bon marché pour attirer des investisseurs. Cet argument est dépassé. Les pays qui réussissent ceux qui ont choisi de miser sur l'homme. Nous

devrons consentir des efforts importants non seulement sur l'éducation de base mais aussi sur la formation technique et l'éducation supérieure, Nos carences en la matière limitent certainement notre capacité d'absorption aussi bien de l'aide internationale que des investissements étrangers directs.

- Un bon citoyen, un individu heureux, un agent économique actif est une personne jouissant d'une bonne santé. Les données catastrophiques de ce secteur sont connues et nous font prendre conscience de l'énormité du déficit à relever. Mais nous devons nous montrer volontariste sur cette question.
- Il serait désastreux de ne pas penser le développement culturel comme élément du développement national. Il existe une production de biens culturels réalisée par les Haïtiens et une demande pour encore plus de biens, formulée tant par des nationaux que par des étrangers. Contrairement à d'autres projections qui demeurent des vœux pieux, il existe de fait **un marché** pour les produits culturels haïtiens. Et c'est aujourd'hui **la forte potentialité d'Haïti et son excellence dans certains domaines culturels qui font sa seule**

représentation positive dans le monde. Ne faudrait-il pas renforcer tous ces éléments par une action soutenue des pouvoirs publics ? Les bailleurs de fonds comme la société haïtienne dans sa majorité semblent d'ailleurs le savoir et le souhaiter.

Sans la prise en compte des éléments culturels, le gouvernement se privera d'outils lui permettant de pacifier et d'harmoniser la société. L'inégalité d'accès aux biens culturels est un problème soulevé par les jeunes, l'Université, les organisations et associations communautaires et régionales, et de nombreuses formations politiques. Toute indifférence à ces demandes pressantes et légitimes entrainera **une perte de confiance qui pourrait fragiliser la base consensuelle de cette transition démocratique et dont l'expression risque d'être convulsive.**

4. Préservation et réhabilitation de l'environnement. Notre pays est en voie de désertification accélérée. Nous devons nous donner les

moyens d'y remédier si nous voulons laisser un pays vivable à nos enfants. Là aussi il y a péril en la demeure.

5. Développement rural. Il est temps que nous cessions de traiter nos paysans en parents pauvres et comme des moun an dehò. Dans beaucoup de régions nos concitoyens en sont encore à utiliser des techniques datant du 19^{ème} siècle. Il est de notre devoir de tout mettre en œuvre pour les aider à entrer dans le 21^{ème} siècle en brûlant les étapes. Nous ne pouvons continuer à imaginer que la majorité de notre population va continuer à vivre à la campagne la demande d'urbanité est trop forte et la tendance semble irréversible. Notre politique agricole mais aussi celle d'aménagement du territoire devra tenir compte de ces faits. Il nous faudra aussi penser à développer l'Agrobusiness.

6. Modernisation de l'État

- Réforme de l'administration publique.
- Meilleure gouvernance économique et fiscale

- Fonctionnement démocratique des institutions
- Décentralisation
- Gestion rationnelle des entreprises publiques
- Développement du partenariat secteur public secteur privé

7. Créer les conditions propices à l'investissement

- Investissements étrangers directs. Pas seulement aide internationale
- Soutien à la création des petites et moyennes entreprises
- Développement de notre potentiel touristique.

Les éléments que je viens de développer devants vous représentent un défi quasi insurmontable. Mais comme je l'ai dit dans mon discours d'investiture du gouvernement, **à l'impossible nous sommes tenus.**

Mes dams Messieurs, cette œuvre titanesque nous pourrons pas l'accomplir sans votre soutien, sans votre solidarité, sans votre assistance technique. Compte tenu de l'énormité et de l'urgence de nos besoins, je vais vous

demander au nom du peuple haïtien de consentir à un effort exceptionnel en faveur de notre pays. Je vais vous demander de bousculer vos procédures administratives pour nous aider dans les meilleurs délais possibles à faire face à l'urgence de nos priorités.

Pour les haïtiens qui souffrent, pour les plus démunis, pour les plus vulnérables, pour les affamés la rencontre prévue pour le mois de juin au cours de la quelle vous allez avoir l'occasion de manifester concrètement votre solidarité avec nous en prenant des engagements financiers fermes, paraît très lointain. Ils placent des espoirs démesurés dans ce gouvernement au point d'en perdre la notion du temps. Ils sont nombreux ce qui croient que nous sommes aux affaires depuis six mois et disent que La Tortue va lentement. Je compte sur vous pour aider mon gouvernement à arriver sûrement. Je connais vos contraintes mais les besoins sont tellement énormes et les attentes de la population tellement importantes que je vois mal comment le gouvernement pourra attendre les délais habituels qui précèdent les décaissements de fonds.

Draft

Je vous demande à tous d'étudier sérieusement la possibilité de nous octroyer entre maintenant et le mois de juin une sorte de bridging, un crédit relais et un appui budgétaire pour nous permettre de garder les fondamentaux de notre économie en équilibre. Je ne veux pas être alarmiste ni paraître comme quelqu'un qui veut vous forcer la main, mais la situation financière du pays reste préoccupante et peut avoir des conséquences incalculables sur sa stabilité et sur la réussite même de la transition.

Je voudrais, pour terminer réaffirmer à mes compatriotes que, même quand le pays recevrait des milliards sous forme d'aide, **sans une bonne gouvernance, sans une vision claire et précise de l'Etat** matérialisée en actions concrètes mais supportées par un réajustement permanent des normes, procédures et lois existantes, nous n'avons aucune chance de nous en sortir.

Le Peuple Haïtien a besoin de vous, mon gouvernement compte sur vous.
Je vous remercie.